

CHRISTINE MESSIANT

ANGOLA : UNE « VICTOIRE » SANS FIN ?

**UNE « PETITE GUERRE » DANS « L'ENDROIT LE PLUS
EXCITANT AU MONDE »**

DEPUIS FIN 1998, C'EST DE NOUVEAU LA GUERRE EN ANGOLA, MALGRÉ L'ASSURANCE DU GOUVERNEMENT D'« ANNIHILER » LA GUÉRILLA. SI LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE Y INTERVIENT POUR RÉPARER CERTAINS DÉGÂTS HUMANITAIRES ET SOCIAUX, ELLE A ABANDONNÉ SON RÔLE EN FAVEUR DE LA PAIX. SOUTENANT UN GOUVERNEMENT CONSIDÉRÉ COMME LÉGITIME, ELLE SE LIMITE À RENFORCER LES SANCTIONS CONTRE L'UNITA. UNE ATTITUDE QU'EXPLIQUENT LES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES ET STRATÉGIQUES DES GRANDES PUISSANCES, MAIS AUSSI L'ÉTENDUE DES RÉSEAUX TISSÉS AUTOUR DE LA PRÉSIDENCE, MIS AU JOUR EN FRANCE PAR L'« ANGOLAGATE ».

Le 11 novembre 2000, l'Angola fête ses 25 ans d'indépendance. À cette occasion, le président de la République, José Eduardo dos Santos, annonce que la fin de la guerre est imminente, que « l'avenir commence maintenant » ; le chef d'état-major des armées, le général João de Matos, prononce bientôt lui aussi un discours : la recrudescence des attaques de l'Unita (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) ne veut pas dire que la guérilla se renforce ; « au contraire », elle est le signe de sa situation « désespérée¹ ».

Un an plus tôt, les mêmes personnes – c'est-à-dire les deux seules instances « réellement exécutives » du régime angolais – avaient déjà, après d'importantes victoires militaires, annoncé que la guerre était « quasi gagnée » et la victoire imminente : « 80 % » des capacités de guerre conventionnelle de l'Unita ayant été détruits, il ne restait plus à faire que du « nettoyage » de forces « résiduelles » alors dites « en déroute ». Un an plus tôt encore, le 5 décembre 1998, devant le congrès de son parti, le MPLA (Mouvement populaire de libération

1. Le discours de João de Matos date du 18 novembre. Pour ne pas alourdir les notes, sauf exception nécessaire, je ne donnerai pas de références précises pour des expressions, formulations mises ici entre guillemets et que l'on trouvera en abondance dans les médias officiels, et notamment sur le site Internet de l'agence de presse ANGOP <www.angolapress-Angop.Ao>.



de l'Angola), le Président avait officiellement déclaré une « guerre pour la paix », visant à « annihiler politiquement et militairement l'Unita belliciste », et censée être rapidement réglée².

Voilà donc deux ans que dure cette guerre. Elle a indéniablement progressé pour le camp gouvernemental ; désormais totalement isolée diplomatiquement, l'Unita est de nouveau réduite à une guerre de guérilla : elle n'a plus les moyens d'assiéger des capitales provinciales, a perdu beaucoup de bases, d'aéroports dans les régions centrales ; contrainte d'abandonner des zones diamantifères cruciales pour le financement de sa guerre, elle a été en partie repoussée aux frontières. Surtout, comme le répètent les responsables angolais, l'essentiel est déjà acquis : l'Unita « ne peut plus menacer le pouvoir » ; le reste n'est donc « qu'une question de temps ».

La quasi-totalité des analystes militaires ont toujours douté de la possibilité d'une victoire sur une guérilla aussi expérimentée. Ils estiment aujourd'hui que, contrairement à ce qu'il vient d'annoncer, le gouvernement n'a pas repris le contrôle de toute la production de diamants et que, malgré le resserrement indéniable du cercle des sanctions, l'Unita continue à être approvisionnée. « Militairement parlant », les autorités angolaises et leurs proches soutiens sont quasiment les seuls à pronostiquer une fin imminente de la guerre. Mais ils persistent – et ils le font d'autant plus que, depuis son début, « politiquement parlant », des Angolais toujours plus nombreux, autorisés et crédibles disent que la guerre ne peut être gagnée et, surtout, qu'elle est foncièrement inapte à amener la paix civile, qu'elle est, des deux côtés, injuste et « criminelle³ » et qu'il faut d'urgence l'arrêter, et négocier, même avec Savimbi.

Or c'est précisément cela, tout retour à une négociation avec Savimbi et « l'Unita belliciste », qui a été exclu « à jamais ». On peut même dire que, du côté gouvernemental, un des buts majeurs de cette guerre est de parvenir, par son affaiblissement militaire décisif, à l'« annihilation » *politique* de « l'Unita de Savimbi⁴ ». À la fin 1998, le gouvernement se sent suffisamment fort militairement ; il pense pouvoir faire fonds sur le profond désespoir d'une population qui, pour partie, veut croire à ce moyen, à défaut d'un autre, de mettre fin à une situation intolérable ; il s'appuie sur l'illégitimité du non-désarmement de l'Unita au regard des accords signés.

Cette guerre a d'ailleurs été préparée « moralement » et politiquement de façon qu'il n'y ait pas de retour en arrière possible : diabolisation de l'ennemi par une campagne de désinformation encore inégalée⁵ ; formation, par certains responsables de l'Unita à Luanda, d'une Unita dite « rénovée » qui destitue Savimbi et que le gouvernement proclame son seul interlocuteur pour « achever l'application du protocole de Lusaka », qu'il soutient, promeut et tente de faire reconnaître par les pays étrangers, voire par l'Onu. Les choses doivent

désormais être claires : non seulement le gouvernement a rompu définitivement avec l'Unita de Jonas Savimbi, mais il entreprend de dénoncer et, si possible, de s'opposer concrètement à tout contact des organisations internationales (et de quiconque) avec cette dernière.

DISCOURS ET STRATÉGIE

C'est cette ligne radicale, purement militaire, qui est poursuivie jusqu'à aujourd'hui. Le discours gouvernemental, quant à lui, a évolué sur certains points ; sur d'autres, une chose y est dite et aussi son contraire.

Dans un premier temps, quand il pensait pouvoir être rapidement victorieux, le gouvernement (le Président angolais en personne) revendiquait haut et fort sa décision de faire la guerre. Celle-ci était légitime dès lors que « toutes les négociations avaient été essayées, tous les accords violés [par l'Unita] », et que la communauté internationale avait laissé faire. Le gouvernement n'avait dès lors plus d'autre solution que de « prendre à sa charge la défense des populations qui est son devoir de gouvernement et que la communauté internationale a été incapable de réaliser ». La guerre est alors assumée comme un acte souverain, que le gouvernement inscrit dans la ligne, alors très audible au niveau international, des « guerres justes » (comme celles du Golfe ou du Kosovo) qui ont mobilisé les grandes démocraties du monde, et qu'il présente à l'instar de celles-ci comme une « guerre pour la paix ».

L'échec inattendu des premières offensives ne peut donc pas amener à une reconsidération de l'opportunité de négocier, mais au contraire à une radicalisation des dénonciations, non seulement de l'Unita mais aussi de l'Onu, accusée alors par de hauts responsables non simplement de laxisme, mais

2. L'Unita ne peut être comparée aux combattants tchéchènes (et il n'y a pas en Angola – sinon à Cabinda – de lutte pour l'indépendance). Mais la guerre lancée par le Président angolais ressemble beaucoup à certains égards à celle menée par Poutine en Tchétchénie : dans sa « gestion », sa rhétorique, sa fonction éminemment politique – et dépassant la question de la guerre, et de l'Unita –, et aussi dans la confiance en une victoire rapide alors que les moyens militaires sont foncièrement inaptes à rétablir la paix.

3. Voir les lettres pastorales de la Conférence des évêques de juillet 1999 et mars 2000 sur le site Internet <<http://ecclesia.snet.co.ao/noticias.htm>>.

4. Voir R. Marchal et C. Messiant, *Les Chemins de la guerre et de la paix*, Paris, Karthala, 1999.

5. Notamment avec la dénonciation d'un horrible massacre (à Bula, dans la Lunda) imputé à l'Unita, en juillet 1998. Il donnera lieu à un deuil national, et la nouvelle fera le tour du monde – goutte d'eau ne pouvant que faire déborder le vase du rejet universel de l'Unita. Après divers obstacles, l'Onu pourra enquêter : elle ne l'imputera pas à l'Unita, affirmant qu'elle n'a pas assez de preuves pour l'attribuer « ni à l'une ni à l'autre partie ». Ce rapport (auquel j'ai eu accès) ne sera cependant pas publié.



bien de complicité dans le réarmement de l'Unita. C'est dans ces conditions que, comme l'ordre lui en a été intimé par le Président, la mission de l'Onu (la Monua) quitte le pays en mars 1999. Par ailleurs, les partenaires étrangers de l'Angola seront discrètement, mais de façon très pressante, sollicités pour aider l'armée angolaise à reprendre le dessus. Leur bonne volonté militaire et linguistique va aider le gouvernement à radicaliser son discours : Savimbi n'est plus seulement désigné comme « principal responsable de l'échec du processus de paix » (formule que maintient le secrétaire général de l'Onu et à laquelle se tient le Conseil de sécurité) ; dans les déclarations de responsables angolais mais aussi de gouvernants alliés, il devient « l'unique responsable de la guerre », voire son initiateur.

Les dirigeants et les médias angolais peuvent ainsi en revenir – comme du temps des alliances de l'Unita avec l'Afrique du Sud de l'apartheid – à la dénonciation de la « guerre imposée » : menée par « les hordes assassines de terroristes criminels », elle l'est en outre désormais à la fois contre « le gouvernement et le peuple angolais », et contre « la réconciliation et la démocratie » ; et, tandis que Savimbi est dit l'égal, voire « pire que », Pol Pot, Milosevic et... Hitler dans les médias angolais, certains diplomates occidentaux s'engagent eux-mêmes dans un discours de diabolisation extrêmement violent et, surtout, ne veulent considérer aucune autre cause à la guerre⁶. À force d'être tue au profit d'une dénonciation redoublée de l'« ambition effrénée de pouvoir » et du caractère « criminel » de Savimbi, la responsabilité propre du gouvernement dans la guerre finira par être internationalement occultée.

Dans ce contexte, le gouvernement angolais va mettre en place un double discours sur la réalité et l'ampleur du conflit, non sans renforcer encore le brouillage inhérent au thème de « la guerre pour la paix » : ainsi rebaptisera-t-il « efforts pour la paix » son effort de guerre. L'assertion « la victoire n'est qu'une question de temps » permet ainsi de tenir deux discours contradictoires mais qu'il est crucial de tenir à la fois. Une ligne de discours vise à faire avancer, ou du moins à afficher la « normalisation » (économique, politique et « démocratique ») permise par les succès militaires. À l'adresse d'une communauté internationale censée œuvrer à la paix, et surtout des entreprises étrangères, le gouvernement insiste sur le fait que la guérilla de l'Unita « est circonscrite dans des zones contrôlées ».

Mais une autre ligne de discours s'attache à montrer que la guerre sévit toujours, et à la dénoncer. Car il faut *aussi* que ce soit la guerre : parce que la population angolaise ne survit que par l'aide humanitaire, et que celle-ci est nécessaire à la « paix sociale » puisque le gouvernement « n'a pas d'argent, à cause de la guerre » pour assister ses populations ; parce que celui-ci a besoin que ses alliés lui vendent des armements et lui fournissent une assistance

militaire ; parce que la guerre doit continuer à faire tolérer l'envol de la corruption, l'aggravation de la misère, l'arbitraire et les autres « insuffisances » de la démocratie ; et encore parce que la population doit participer à « sa » guerre : ne rien faire qui puisse affaiblir « la démocratie et le peuple », accepter la mobilisation de ses fils, s'organiser elle-même pour la vigilance et contre les « anti-patriotes », infiltrés, « criminels politiques » et autres « lobbies de l'Unita », catégories qui regroupent tous ceux qui contestent la politique gouvernementale ou la guerre et refusent de répéter que « le seul problème de l'Angola, c'est Savimbi ». Ce double discours est indispensable au développement de la stratégie du gouvernement. Mais le premier, celui qui (aidé du silence sur elle) minimise la guerre, est celui qui atteint surtout l'opinion publique internationale, l'image d'un pays « normal » y passant « en creux ».

Jonas Savimbi est incontestablement un despote, responsable de nombreux crimes. Cependant, on se voit contraint de rappeler ici (outre le fait qu'il n'est pas le seul dirigeant politique angolais à avoir commis ou fait commettre des crimes) quelques faits élémentaires : qu'il y a bien une guerre en Angola, menée par deux forces armées, l'une aux ordres d'un gouvernement reconnu internationalement comme un État de droit, l'autre un pouvoir armé sans autre loi que la sienne et sanctionné par la communauté internationale – mais dont il faut rappeler aussi que 40 % des votants ont, en 1992, préféré son chef à José Eduardo dos Santos (49 %) ; que cette guerre, à laquelle les deux camps se sont préparés et que le gouvernement a choisi de lancer « pour en finir », dont les deux camps se disent victimes et qu'ils affirment tous deux mener au nom du peuple, a un coût exorbitant pour ce dernier ; qu'elle n'a pas amené de pacification militaire, mais en revanche détruit toujours plus les bases d'une paix civile ; que la communauté internationale se préoccupe d'en compenser certains dégâts, mais qu'elle a, depuis près de deux ans maintenant, cessé de jouer un rôle dans la recherche de la paix, et préfère ignorer le mouvement civil en faveur de celle-ci qui s'est pourtant constitué ; et qu'à cette attitude de la communauté internationale officielle ne sont pas étrangers les intérêts stratégiques et pétroliers de grandes puissances, ainsi que ceux d'une multitude de pays plus ou moins grands, d'entreprises multinationales, d'hommes d'affaires et de trafiquants, qui se font concurrence en Angola.

6. Le responsable sans conteste le plus en pointe à cet égard est le ministre du Foreign Office pour l'Afrique, Peter Hain, mais on trouve les mêmes accents de croisade dans des déclarations américaines (John Prendergast, assistant de Susan Rice, secrétaire aux Affaires africaines, intitule ainsi son rapport de décembre 1999 « *Angola's Deadly War: Dealing with Savimbi's Hell on Earth* »).



« UNE PETITE GUERRE D'À PEINE UN AN »

Quand (après dix-huit mois de guerre) le secrétaire général du MPLA dit qu'« on ne peut comprendre » qu'une « campagne militaire » (une bien petite guerre, donc), « qui n'a pas encore duré un an », ait pu « provoquer autant de désespoir » dans la « supposée société civile⁷ », il manifeste le cynisme d'un bon nombre de dirigeants angolais – et fait écho à celui de Jonas Savimbi⁸. Mais il reflète aussi la coupure complète des conditions d'existence et de l'univers mental d'une toute petite minorité d'Angolais avec la masse de la population. Il exprime aussi la stratégie politique du pouvoir.

Depuis que « la victoire est imminente », les médias officiels de l'Angola ne parlent d'ailleurs presque pas de guerre (sauf pour les moments glorieux où brigades et bataillons sont identifiés). Ils parlent de « terroristes assassins » qui pillent et tuent, et que les forces armées, la police et la « défense civile » pourchassent. Et, de fait, les groupes armés de l'Unita font cela : dans le but de rendre le pays ingouvernable, ils attaquent non seulement l'armée et la police mais aussi les convois commerciaux et des localités fortement militarisées, et directement les villages, et les populations civiles. Ils commettent des massacres⁹. Mais la guerre menée est terrible aussi du côté gouvernemental, avec là aussi la pose de mines, des pillages, exactions, déplacements forcés, rafles pour l'armée, exécutions sommaires de suspects, de jeunes refusant leur enrôlement, et massacres – et ces actes sont le fait de la piétaille impayée mais aussi de troupes d'élites parfois engagées délibérément dans une guerre de terreur. Du fait de l'interdiction faite par le gouvernement de « tout contact » avec l'Unita, et du refus de celle-ci, il n'y a aucun observateur dans ses zones, et il n'y a pas non plus d'information indépendante sur la guerre¹⁰. Mais toutes les organisations humanitaires qui ont pu un tant soit peu enquêter, ainsi que l'Église catholique angolaise, présente dans tout le pays, et d'autres religieux affirment que les droits les plus élémentaires des Angolais sont systématiquement, quotidiennement violés par les deux camps.

C'est cette guerre d'une extrême violence qui se mène encore quand, pour les 25 ans d'indépendance, le Président dit à son peuple que « l'avenir commence », alors que des offensives des FAA ont fait fuir plusieurs milliers de « nouveaux réfugiés » en Zambie et vers la RDC. Ces fuites témoignent bien d'importants succès militaires, notamment de la reprise de zones frontalières depuis longtemps tenues par la rébellion et du fait – nouveau – que l'Unita n'est plus en mesure de retenir ou de protéger vraiment « ses » populations. Mais cela ne signifie nullement une pacification militaire des régions reconquises, et bien moins encore, localement, la « réconciliation » et l'« unité nationale » à l'endroit des populations « libérées ». De tels succès avaient déjà pu être annon-

cés un an plus tôt : Angola et Namibie affirmaient alors que la frontière commune était contrôlée ; or, la région orientale n'est toujours pas pacifiée, vit sous état de siège, soldats et civils y meurent encore. Il en va de même en plein plateau central, donné comme quasi libéré en octobre 1999, mais où des combats se livrent toujours, où les positions gouvernementales sont peu consolidées, où des villes reprises sont transformées en garnisons, où les autorités administratives n'ont parfois pas encore été réinstallées, où les périmètres de sécurité, comme d'ailleurs ceux autour des capitales provinciales, restent très limités. Des milliers d'Angolais sont en fuite éperdue des combats et des représailles successives, des pillages, perpétrés par les deux camps ; et les civils « ralliés », ceux qui sont censés « répondre à l'offre d'amnistie du Président », arrivent exténués, affamés. Plus largement dans le pays, l'insécurité règne sur les routes et les convois humanitaires n'arrivent que sporadiquement et sous forte escorte, la majorité de l'aide devant encore être transportée par air. Malgré l'assurance du gouvernement d'avoir « circonscrit la rébellion », l'Unita, après quelques mois de relative accalmie, a même relancé des attaques jusque dans des zones dites « sûres », certaines proches de Luanda.

Si, selon les formules obligées des organisations humanitaires, « la situation s'est améliorée », il n'en reste pas moins que les derniers chiffres qu'elles-mêmes avancent, sans compter plusieurs centaines de milliers de réfugiés hors frontières, font état de quelque 3,8 millions d'Angolais déplacés – ce qui ferait, sur une population estimée à 12 millions, près d'un tiers de la population ! Beaucoup l'ont été lors des conflits précédents, mais un grand nombre parmi ceux-là l'ont été plusieurs fois, et plus d'un million « revient » à la « campagne militaire » en cours. Des centaines de milliers d'Angolais se sont

7. « *Nao se compreende que uma campanha militar que ainda não fez um ano tenha provocado tanto desespero entre a alegada sociedade civil.* » (*Voice of America*, 21 août 2000).

8. Un an plus tôt, quand la même supposée société civile demandait qu'une aide soit apportée à toutes les populations, il affirmait que celles vivant sous sa « protection » n'en avaient pas besoin.

9. Selon les réfugiés, ils pratiquent même plus que par le passé des actes de terreur (dont des mutilations). Voir Médecins sans frontières, *Angola, derrière les faux-semblants de « normalisation », manipulation et violences : une population abandonnée*, Paris, 9 novembre 2000, sur leur site <www.paris.msf.org>.

10. Il est plus difficile d'avoir, au-delà de ce qu'en dit la propagande de l'Unita, aussi systématique que celle du gouvernement, des témoignages sur les exactions du côté gouvernemental, sauf si elles se passent dans les territoires voisins (Congo-Brazzaville, Namibie) ou si des personnalités angolaises très difficilement attaquables (des évêques, par exemple) « persistent et signent ». Voir l'évêque de la Lunda Sul dénonçant un massacre des FAA (*Diário de Notícias*, Lisbonne, 27 décembre 1999) et les accusations répétées de l'évêque de Cabinda contre les violations des droits de l'homme, sa dénonciation de la responsabilité de la police dans le meurtre d'un journaliste. Pour les violations des deux côtés, voir surtout les rapports et appels de Human Rights Watch (site Internet), ceux de la Division des droits de l'homme de la Monua, ou les rapports annuels du Département d'État américain.



agglutinés dans les villes, survivant dans les familles ou la rue, d'autres dans des camps. Et seulement un million ont bénéficié, en 2000, de l'aide humanitaire. Les Angolais qui se trouvent dans les zones de combat ou dans les zones « déclarées non sûres » par les autorités, ou de fait inaccessibles bien que déclarées « sûres », et tous ceux qui sont du côté de l'Unita, sont hors d'atteinte. L'Onu les estimait à 3 millions fin 1999 ; sans donner de chiffres, elle jugeait à la fin de l'année 2000 que 60 % des zones qui nécessiteraient une aide humanitaire n'en reçoivent pas¹¹.

L'ANGOLA DES « ZONES SÛRES » : MISÈRE ET CORRUPTION

Sur le conseil et sous la pression insistante de la communauté internationale, le gouvernement a alloué pour la première fois, en 2000, 35 millions de dollars – s'ajoutant aux quelque 200 millions de l'aide internationale – pour les victimes de la guerre, et il y contribuera en 2001 pour 25 millions sur son budget. Or, les budgets de l'Angola, dont les recettes proviennent d'abord du pétrole, tournent bon an mal an autour de 3 à 5 milliards de dollars. Le pays a en outre reçu, en 1999, plus de 900 millions en bonus de sociétés pétrolières (pour l'adjudication de trois blocs *off-shore*), qui s'additionnent aux revenus d'une production de pétrole de 780 000 barils par jour. Une large part de cette production est hypothéquée (la dette de l'Angola est estimée entre 9 et 12 milliards), mais l'argent des bonus est de l'argent frais, comme, la même année, le prêt de 500 millions accordé par un consortium européen de banques. Et, depuis 1999, les cours du pétrole n'ont cessé de monter. Ce n'est donc pas en soi l'argent qui manque à l'Angola pour secourir les populations ; et si le pays a hypothéqué sa production future et emprunté à de mauvaises conditions à des banques privées, c'est parce qu'il refusait tenacement depuis des années de passer par certaines conditions que le FMI exigeait pour conclure un accord : parmi celles-ci, l'audit des comptes du pétrole (Sonangol), de la Banque centrale et du Trésor, « triangle des Bermudes » où se perd l'argent « de l'Angola » dont il est de notoriété publique qu'une partie seulement entre dans le budget de l'État¹². De l'autre côté, on estime en général que, dans les « bonnes années », l'Unita a tiré quelque 200 à 250 millions par an de la vente de ses diamants¹³. C'est énormément d'argent pour une guérilla, mais c'est incomparable avec la rente du pétrole que, dans l'opacité, la présidence angolaise verrouille et qu'elle répartit aujourd'hui encore à son gré, dès lors que les compagnies pétrolières ne rendent pas publics leurs versements¹⁴. De ces centaines de millions de dollars non budgétisés aussi, une part très importante est allée aux achats d'armements et à la défense.

Malgré la prétendue « normalisation » de la situation militaire, les dépenses sociales resteront très subalternes dans le budget de 2001. Depuis des années d'abandon, le système sanitaire ne survit que sous perfusion de l'aide internationale, mais celle-ci n'empêche ni une mortalité des enfants de moins de 5 ans qui touche plus d'un enfant sur quatre, ni une mortalité maternelle parmi les plus élevées du monde. Il en va de même pour le système éducatif où, pendant cette année de « nette amélioration », 40 % des enfants en âge scolaire ne sont pas scolarisés.

Le salaire minimum, 10 dollars, ne permet d'acheter que... 8 canettes de Coca-Cola par mois ; et si certains cadres du secteur privé, ceux des sociétés étrangères ou des organisations internationales peuvent gagner décemment leur vie avec plus de 1 000 dollars par mois, ceux du secteur public qui ne reçoivent pas de gratifications personnalisées touchent des salaires dérisoires par rapport au coût de la vie. Ainsi, en dépit de revenus considérables, l'Angola figure parmi les vingt derniers pays du monde pour l'indice de développement humain ; 63 % de sa population vit en dessous d'un niveau de pauvreté fixé à 20 dollars, et 37 % en dessous du niveau de pauvreté extrême (4 dollars)¹⁵.

11. Les données sur les déplacés ne sont pas concordantes selon les sources et elles ne sont pas toujours fiables même pour les chiffres de déplacés secourus (et elles sont comme ailleurs instrumentalisées – voire manipulées – selon leur fonction). Voir sur le site Internet du *Reliefweb* <www.reliefweb.int/w/rwb.nsf/vLCE/Angola> l'essentiel des rapports des organisations internationales et humanitaires.

12. Voir le « deuxième » rapport de l'ONG Global Witness sur l'Angola, *A Crude Awakening*, consacré au pillage de la rente du pétrole par le pouvoir angolais, paru fin 1999, ainsi que sa déclaration récente à propos de la réunion des pétroliers qui doit se tenir début décembre à Luanda (disponibles sur son site Internet), ainsi que la série d'articles de Pedro Rosa Mendes dans le *Publico* de Lisbonne à partir du 5 décembre 1999. Voir également le « *Relatório contextual* » de HRW actualisé le 25 septembre 2000, *Programa de monitoria do FMI para Angola: implicações para os direitos humanos*. C'est seulement tardivement que, sauf exceptions (*The Economist*), des articles sur l'importance de la prédation sont publiés dans la grande presse internationale (voir notamment le *Washington Post* du 6 janvier 1999).

13. Lire, outre le « rapport Fowler » (site Internet de l'Onu), le premier rapport de Global Witness sur l'Angola (fin 1998), *A Rough Trade*, consacré à ce pillage des diamants par l'Unita pour financer sa guerre. On estime également, mais cet aspect du trafic illégal des diamants ne fait pas partie du mandat du Comité des sanctions de l'Onu, que la vente illégale de diamants du côté du gouvernement, au bénéfice notamment de hautes figures de la nomenclature militaire, policière et civile, en représente moins sans doute, mais beaucoup : jusqu'au « grand chambardement » enclenché dans le secteur au début de cette année, 10 % seulement de la production totale de l'Angola (Unita comprise) serait passée par les canaux légaux.

14. Voir C. Messiant, « La Fondation Eduardo dos Santos (FESA) : à propos de l'« investissement » de la société civile par le pouvoir angolais », *Politique africaine*, n° 73, mars 1999, pp. 82-102.

15. Voir entre autres IRIN, *Angola: Special Report on New Fears Raised by the UN Secretary-General*, Johannesburg, 12 octobre 2000, et les rapports du PNUD (sur le site Internet de l'Onu).



Les cas de corruption et de détournements organisés, portant sur des sommes considérables et impliquant des membres de la haute nomenklatura, pourtant dénoncés dans la presse indépendante ou par des organisations internationales¹⁶ – comme d’ailleurs les révélations récentes d’André Tarallo aux juges français sur les pourcentages de la production d’Elf « revenant » aux présidents africains –, ne donnent jamais lieu au jugement des coupables « au sommet », ni même à l’ouverture d’enquêtes, mais tombent simplement dans le silence (comme les autres violations des droits des citoyens), voire se « terminent » par la répression de ceux qui les ont révélés.

C’est d’ailleurs en partie du fait de l’ampleur de la corruption et de ses effets que les premières offensives militaires contre l’Unita ont échoué. Les achats d’armements du gouvernement n’avaient pourtant pas cessé avec les accords de paix. Mais, conclus avec des vendeurs et intermédiaires étrangers parfois sulfureux¹⁷, plus soucieux de leurs bénéfices que de l’efficacité de l’armée angolaise, et par des responsables civils et militaires intéressés de leur côté par les commissions considérables liées à ces négoce, ces armements n’étaient pas les plus adéquats. Ils n’avaient pas non plus été parfaitement entretenus, pas plus que le moral des troupes. D’autres activités, plus lucratives, occupent en effet une part de la haute hiérarchie militaire (et civile), telle l’exploitation de mines de diamants, d’entreprises de sécurité ou d’aviation, etc. Si l’on ajoute que de hauts militaires (comme des civils) ont aussi détourné et revendu du combustible à l’Unita..., on peut comprendre que l’armée n’ait pas été « à la hauteur des espoirs » placés en elle fin 1998. De même comprend-on mieux, vu la misère et le mécontentement croissants, qu’à la base non plus la réponse populaire à la conscription n’ait pas été « à la hauteur ». Ainsi est-ce au moment où les tares profondes du régime se retournaient en quelque sorte contre lui que les alliés et partenaires de l’Angola vont lui venir en aide, et renforcer son effort de guerre...

L’ampleur et le caractère systémique de la corruption au sommet du pouvoir sont pourtant si notoires que même les plus fervents soutiens du gouvernement, États et entreprises, reconnaissent en privé que celle-ci atteint en Angola des niveaux « effrayants », qu’elle est coresponsable avec la guerre de la misère « atroce » des Angolais, qu’elle ôte toute efficacité significative aux réformes et obère la « reconstruction¹⁸ ». Mais ils se gardent de la prendre en compte dans leur analyse ou leur politique – tant que le problème « de l’Unita et de la guerre » n’est pas résolu, disent-ils –, et ils évitent, serait-ce par hypothèse, d’établir un lien entre cette nature du régime et la guerre, entre elle et la possibilité de paix en Angola.

Le pendant de cette corruption, et de la munificence qui peut l’accompagner, est une misère populaire de plus en plus profonde et généralisée. Et qui, elle,

n'arrête pas les « réformes » : au début de l'année 2000, une augmentation de 1 600 % du prix de l'essence a ainsi pu être décrétée du jour au lendemain. Même si le prix en était très bas, l'essence est devenue plus chère que dans des pays voisins non producteurs, avec des conséquences graves surtout pour la subsistance des plus pauvres, qui subissent, par un effet d'entraînement, la hausse de tous les autres produits. Comme le remarquait un économiste étranger, « soufflé » comme ses confrères par une mesure aussi violente : « finalement, ça peut marcher : les riches ont largement de quoi, et les pauvres [plus de 60 %, rappelons-le, de la population] n'ont pas les moyens de se faire entendre »...

L'« ALEGADA SOCIEDADE CIVIL », DE LA SOUMISSION

À LA PROTESTATION

Cependant, la « prétendue société civile » s'est mise en mouvement, contre tout espoir si l'on considère l'immensité des entraves à sa constitution et à son action. Ces « Angolais non armés », constamment exclus des processus de paix, sont en effet sans recours face au pouvoir militaire de l'Unita, mais aussi, et là en dépit de la démocratisation institutionnelle, face à un pouvoir gouvernemental qui s'est reconstitué, après un bref ébranlement en 1990-1992, comme le pouvoir d'un parti (et de plus en plus d'un homme) à travers un très riche et puissant système de dépendance clientéliste. Un système à l'efficacité accrue par son caractère policier, l'absence de justice et la guerre¹⁹.

C'est donc en position de faiblesse et de vulnérabilité foncière à la cooptation que commence à émerger une société civile. Pour ce faire, elle doit aussi surmonter, outre ses divisions, le silence des médias officiels et l'absence de

16. Voir les journaux privés *Agora*, *Folha 8*, *Comercio actualidade*, *Actual*, et les articles de Pedro Rosa Mendes dans le *Publico* : le dernier (21 août 2000) relate un cas très éclairant sur la « banalité de la prédation », à propos de l'escroquerie, portant sur 2,5 millions de dollars, faite par un pseudo « frère du Président » au détriment de l'Endiama (le frère était faux, mais la demande téléphonique de chèque a été satisfaite sans problème).

17. À la date de rédaction de cet article, la justice française vient de faire incarcérer l'homme d'affaires Pierre Falcone. Comme son partenaire A. Gaydamak, Falcone a été mis en cause depuis longtemps (par *La Lettre du Continent*, le *Publico*, l'organisation Global Witness, notamment) pour la nature de ses affaires avec la présidence angolaise, et Gaydamak a intenté des procès à diverses publications. Voir *Le Parisien* du 4 décembre, et *Le Canard enchaîné* du 6 décembre 2000.

18. Ainsi Peter Hain (*Telegraph*, 30 janvier 2000) ; mais aussi moult responsables américains (dont John Prendergast dans le texte cité), qui assurent tous en privé avoir « bien fait comprendre au gouvernement angolais » que l'opacité des comptes ne pouvait durer (par exemple Whitney Scheidman, sous-secrétaire adjoint pour les Affaires africaines, *Flash de noticias*, 14 octobre 2000).

19. Voir C. Messiant, « La Fondation Eduardo dos Santos (FESA)... », art. cit.



moyens et de soutien international, l'énorme pression exercée par un pouvoir ayant déclaré la guerre « légitime » et dénonçant comme des « traîtres » ceux qui ne s'alignent pas dans cette croisade, même s'ils dénoncent aussi la guerre de l'Unita ; elle doit dépasser la peur – qui ne règne pas seulement chez les indépendants et les opposants, mais aussi à l'intérieur du parti dominant, où elle est périodiquement réactivée à l'encontre de ceux qui pourraient s'opposer au Président. Et elle s'expose à des représailles, surtout dans les provinces où le regard international porte moins, et où l'intimidation et la répression contre les syndicalistes, les critiques, les partis d'opposition non « ralliés », les journalistes, sont monnaie courante. Malgré l'impact négatif pour l'image « démocratique » du régime, cette répression s'exerce aussi à Luanda, au besoin par la mise en route de la machine judiciaire de l'« État de droit ». De lourdes condamnations ont touché cette année des journalistes ayant porté atteinte à la réputation de l'entourage du Président ou « diffamé » celui-ci.

Cette mobilisation est passée par diverses voies et étapes : alors que des journalistes commençaient à prendre le risque de ne plus respecter la « ligne rouge tacite » que le régime imposait jusqu'alors, au besoin violemment, de premiers appels pour la paix ont été signés en leur nom par des cadres, techniciens, universitaires, religieux vivant en Angola, des manifestations (très peu nombreuses, mais qui sont les premières depuis plus de vingt ans) ont eu lieu contre des mesures iniques ou pour la paix, tandis que les évêques catholiques prenaient des positions de plus en plus critiques dans leurs lettres pastorales (dénonçant l'« infamie » des profiteurs de la guerre ; s'opposant même frontalement, en mars 2000, à la thèse de la « guerre juste » en qualifiant cette guerre de « criminelle » et en en parlant comme d'un « génocide [mené des deux côtés] contre le peuple angolais ²⁰ »). Alors que l'Église catholique n'avait mis en place d'abord que de façon symbolique un « Mouvement *pro pace* », la convergence des volontés a permis (pour la première fois dans l'histoire religieuse de l'Angola, marquée par de grandes divisions ²¹) que se forme, début 2000, un « Comité interecclésial pour la paix » où sont présents avec elle les principaux regroupements d'Églises protestantes. Émerge ainsi un ensemble d'initiatives critiques et autonomes par rapport aux deux camps de la guerre inconnu jusqu'à aujourd'hui en Angola.

Face à un tel mouvement, le gouvernement a engagé une double politique et le double discours habituel depuis l'ère du multipartisme : essayer de le coopérer et de le neutraliser (il dit, ainsi, « poursuivre le même objectif [la paix] avec des moyens différents ») ; et, simultanément, l'attaquer durement en l'accusant d'« antipatriotisme », en essayant de le discréditer et de le diviser. L'importance de ses moyens de pression et de répression, les faiblesses inhérentes aux mouvements sociaux et civiques dans un système clientéliste et répressif, l'inertie

de la communauté internationale font que cette société civile n'est pas encore à même de peser sur la question de la paix qui est son premier objectif. Mais qu'aujourd'hui en Angola, malgré tous les obstacles (et en dépit de son opposition majoritairement déclarée à Jonas Savimbi), un tel mouvement ait pu se constituer est indubitablement le signe que le refus de la guerre et le ressentiment à l'égard du pouvoir sont à la fois très répandus et très profonds. On comprend alors mieux l'expression utilisée par un haut responsable de la police dans son exhortation aux populations, quand il leur demandait d'« orienter, concentrer toute la haine sur l'Unita belliciste ».

LA « COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE » : ALÉAS D'UN PROCESSUS DE PAIX DANS « L'ENDROIT LE PLUS EXCITANT AU MONDE »

On pourrait penser que, constatant les dégâts « non circonscrits » de la guerre, entendant les alertes renouvelées des spécialistes militaires, des organisations humanitaires, ou de ses propres envoyés²², la communauté internationale prendrait en considération l'existence de ce mouvement et ses positions (qui sont aussi celles de chefs d'État pourtant amis de l'Angola comme Thabo Mbeki et Joaquim Chissano). Or il n'en est rien : la communauté internationale réaffirme bien la nécessité de la paix, note avec préoccupation que les droits de l'homme élémentaires sont violés par les deux camps, paie un hommage verbal au mouvement civil..., mais sans prendre aucune mesure qui puisse faire avancer ses objectifs. Au contraire.

Avec l'accord de Lusaka, l'Onu a en effet choisi d'exclure à nouveau du processus tous les Angolais n'appartenant à aucun des deux camps de guerre, puis a laissé ceux-ci violer à leur tour et selon leurs intérêts leurs obligations. Comme le décrit très justement le livre *Human Rights Watch*²³, la véritable et grave responsabilité de la communauté internationale dans le dérapage du processus de paix réside dans l'impunité accordée aux deux parties, tant dans leurs violations du protocole que dans celles des droits des Angolais. Au terme

20. On trouvera les textes des lettres pastorales sur le site Internet de la radio Ecclesia. Pour les positions protestantes, voir aussi celui du CICA.

21. Voir B. Schubert, *A guerra e as Igrejas, Angola 1961-1991*, Bâle (Suisse), Schlettwein Publishing, 2000.

22. En octobre dernier encore, le secrétaire général de l'Onu exprimait de graves préoccupations sur « une nouvelle phase d'impasse politique et militaire » (Rapport au Conseil de sécurité de l'Onu le 12 octobre 2000).

23. Voir HRW, *Angola Unravels : the Rise and Fall of the Lusaka Peace Process*, New York, HRW, 1999 ; et, sur « l'impasse structurelle » et la dynamique des accords de Lusaka, R. Marchal et C. Messiant, *Les Chemins de la guerre et de la paix*, op. cit.



de ses démissions et d'une politique illusionniste, alors que se met en place sous ses yeux la spirale de la militarisation, la communauté internationale, impuissante, sera amenée à réitérer sans cesse la « responsabilité principale » de l'Unita, puisque celle-ci n'a pas désarmé, et à voter contre elle de nouvelles sanctions. L'effet principal de cette réitération et de ces sanctions, par ailleurs inefficaces, sera dans ces conditions seulement d'apporter un surcroît de légitimité au gouvernement.

Si, depuis que ce dernier a décidé « d'en finir », la communauté internationale officielle n'a certes pas pu souscrire à sa guerre, même proclamée « juste » et « pour la paix », elle a rapidement abandonné ses efforts pour rétablir un processus de paix dont elle est pourtant garante. Elle se cantonne à l'assistance humanitaire, sans même le faire dans le respect de ses principes. Cette attitude de l'Onu ne peut s'expliquer seulement par des considérations de légalité et de légitimité, mais plutôt, à partir des élections de 1992, par la « conjonction heureuse », pour le pouvoir angolais, d'une légitimité internationale inédite, de l'intérêt de son pétrole et des affaires rendues possibles par la « libéralisation » malgré le déchaînement de la guerre – et même en partie à la faveur de celle-ci. L'Angola, dont les réserves sont régulièrement réestimées à la hausse, est devenu en effet pour les pétroliers « l'un des trois endroits les plus excitants au monde²⁴ » : non-membre de l'OPEP, il est d'accord (justqu'ici) pour augmenter sa production, étant donné ses besoins en devises et en armes. Son pétrole est, de surcroît, à l'abri de la guerre, de plus en plus en eau très profonde où les découvertes se succèdent. Quelle que puisse être la violence de la guerre, le « risque pays » est là, comme à Luanda, minimum (quelque 18 milliards d'investissements seraient prévus pour les quatre prochaines années).

off-shore géographiquement, le pétrole l'a toujours été aussi économiquement : il n'a jamais fonctionné selon les règles de l'« économie socialiste » et, même en pleine guerre froide, les États-Unis en étaient les principaux clients. Au fil des années et des perspectives radieuses, aux sociétés américaines, françaises (Elf surtout), belge, italienne anciennement implantées, vont s'adjoindre toutes les grandes compagnies du monde, et de moins grandes²⁵, et derrière elles leurs gouvernements, qui font assaut de propositions, et de rivalités. Loin des incertitudes moyen-orientales, le pétrole angolais représente déjà 7 % de l'approvisionnement des États-Unis, qui comptent arriver bientôt à 12, voire à 15 %. Aussi se sont-ils engagés dans une politique très résolue visant à faire de l'Angola un « partenaire stratégique ». Une ambition partagée par tous ceux qui s'intéressent au pétrole, et secondairement aux diamants ou autres affaires elles aussi « excitantes » (importations) qu'il est possible de faire même pendant la guerre.

Or, il se trouve que « politiquement » aussi, l'exploitation du pétrole est *off-shore* en Angola, en ce sens qu'elle dépend directement de la présidence et que ses comptes ne sont soumis à aucun véritable contrôle. Grâce au verrouillage de cette rente, à l'opacité du secteur public, à l'absence de transparence sur les privatisations et, plus généralement, sur l'activité – et la criminalité – économique, la présidence a pu, maîtrisant la distribution « nationale » des richesses, s'assurer, assurer à ses fidèles et au « parti au pouvoir », des entreprises, des parts de capital, des partenariats. Pour enlever des marchés convoités, assurer la sécurité de leurs investissements et de leurs profits dans un environnement réglementaire peu stable, les sociétés et les pays étrangers vont donc entrer en partenariat privilégié avec « le gouvernement », et plus particulièrement la présidence, renforçant ainsi son pouvoir spécifique, tant économique que politique – ils vont même renforcer le crédit « moral » du Président puisque (presque) toutes les grandes compagnies opérant en Angola financent la Fondation Eduardo dos Santos (FESA), qui peut ainsi mener des activités hautement louées de bienfaisance envers un peuple abandonné par le gouvernement... dont le Président est le chef. Nombre de pays et d'entreprises étrangères sont ainsi engagés très personnellement en Angola. Si bien que l'« excitation » universelle produite par l'or noir angolais sur les pétroliers va se traduire par ce qu'il faut bien nommer une promiscuité de nombre de dirigeants politiques étrangers avec le « parti au pouvoir », et tout particulièrement avec le Président. On est ainsi en présence, en ce qui concerne la présidence angolaise, d'une double promiscuité, chacune avec des conséquences particulières : l'une avec des hommes d'affaires (Falcone, Gaydamak, son associé Leviev) qui travaillent un pied au moins dans l'illégalité, et l'autre avec de grands États, promiscuité dont les conséquences sont elles très « légales ».

La promiscuité et les intérêts économiques et stratégiques de ces pays pèsent en effet énormément sur le « processus de paix ». La communauté internationale ne va pas seulement « baisser les bras » devant « la reprise » de la guerre, mais céder sur plusieurs de ses principes et sur son mandat. Dès septembre 1998, l'Onu accepte le fait accompli créé par le gouvernement avec la rupture annoncée de tout contact avec l'« Unita belliciste » – ce qui équivaut malgré les mots, nécessaires eux aussi, à une sortie du protocole de Lusaka –,

24. Selon Pierre Tierzan, analyste pétrolier ; ou aussi « *There is absolutely nowhere like Angola at the moment* », commentait récemment un expert pétrolier européen. « *Everyone wants a slice of the action.* » (Nicholas Shaxson, 31 mars 1999).

25. Et même d'autres sociétés, sans compétence pétrolière connue mais apparues depuis 1993 par le biais du commerce d'armements (voir le rapport de Global Witness cité).



et abandonne rapidement son rôle de médiation avec « l'autre partie ». Plus grave pour les populations, l'Onu et ses organisations vont, après des velléités à l'été 1999, abandonner tout effort pour assister celles qui sont sous contrôle de la rébellion. Les organisations humanitaires ont jusqu'à présent tout simplement abandonné l'aide à cette population, dont la situation est pourtant de plus en plus intolérable : l'aide internationale²⁶ ne va que là où le gouvernement l'autorise. Et, de même que, félicitant le gouvernement pour son « plus grand » engagement financier en faveur des victimes, la communauté internationale s'attache à dire que la situation « s'est améliorée » (en prenant comme point de départ le moment de plus grande puissance militaire de l'Unita, et non un avant-guerre qui semblerait n'avoir pas existé), c'est sans insister sur le fait que la réinstallation des « déplacés » à laquelle elle pousse et qu'elle finance ne se fait massivement pas, malgré les « progrès de la normalisation », dans leur région d'origine. Comme c'est en gommant toute référence claire à son constat d'avril 2000 selon lequel le gouvernement avait parfois réinstallé les déplacés dans des conditions inhumaines, dans des lieux dépourvus du minimum de sécurité, qu'elle peut louer le « progrès » très notable constitué par l'abandon (sous son intense pression) de cette politique²⁷.

À cette démission humanitaire s'ajoute une démission politique : depuis le début de la guerre, l'action « pour la paix » de l'Onu s'est résumée à celle du Comité des sanctions (contre l'Unita) visant à renforcer leur efficacité. Cette action a le mérite d'avoir mis en route une action internationale contre les « diamants de sang ». Mais, dès lors qu'elle n'est accompagnée d'aucune autre, comme si l'Unita était le seul acteur de la guerre et que le gouvernement ne refusait pas toute négociation, son seul effet est certes d'affaiblir l'Unita, mais pas au bénéfice de la paix : comme l'Onu ne se préoccupe pas de l'effort de guerre du gouvernement, l'action du Comité constitue surtout une aide au gouvernement, qui peut s'appuyer sur elle à la fois pour légitimer et mener sa guerre.

Le seul autre « succès » de l'Onu, après plus d'un an d'âpres discussions avec le gouvernement, est son retour dans le pays sous la forme de l'Onua. On voit mal comment cette dernière pourrait « préparer l'avenir » : elle compte 30 personnes, ce qui suffirait à signifier la dérision de sa présence si son mandat ne renforçait celle-ci : elle n'a plus aucune fonction de médiation, et pas d'autre interlocuteur que le gouvernement, dont elle doit « renforcer la capacité institutionnelle » notamment en matière de droits de l'homme et d'aide humanitaire. Dans la mesure où elle ne se mêle pas de « processus de paix » tout en lui permettant d'« émettre de bons signaux » en direction de la communauté internationale, le gouvernement a finalement jugé bon d'accepter ce « bureau », mais entend qu'il s'en tienne strictement à son mandat.

Autre illustration de la tolérance particulière de la communauté internationale envers l'Angola : les conditions de l'accord indicatif avec le FMI, finalement signé début 2000. Les exigences de transparence sur les comptes passés ont été abandonnées, enterrant tout espoir que l'ampleur de la prédation soit révélée et comptabilisée. Et le contrat récemment passé avec une firme anglaise pour « diagnostiquer » son pétrole laisse les mains libres au gouvernement pour ne pas permettre l'élaboration de comptes exhaustifs, et ne prévoit de toute façon pas la publicité du diagnostic.

La même tolérance a présidé à l'attitude de la communauté internationale par rapport au rôle militaire de l'Angola dans la région. Malgré les accords de paix, la coopération militaire n'attend pas plus que la concurrence pétrolière : les interventions extérieures de l'Angola n'ont rencontré que de très faibles protestations, quand elles n'ont pas été louées. Et la puissance manifestée par son armée hors des frontières vient donner à son tour plus de poids politique et diplomatique à l'Angola, engagé désormais dans une politique régionale de grande puissance. Cela accroît encore l'intérêt des puissances non africaines à un renforcement de leur coopération militaire avec ce pays ainsi que leur « compréhension » pour sa politique, y compris « intérieure ». Aussi n'est-il pas étonnant que petits et grands pays aient, début 1999, répondu à l'appel pressant du gouvernement pour lui permettre de surmonter l'échec de ses premières offensives contre l'Unita.

En général, les pays de la communauté internationale « préféreraient » pourtant plus de « *good governance* », et même une solution négociée au conflit, seule à même de permettre la pacification durable du pays et de la région et l'accès à d'autres marchés et ressources que le pétrole. Mais, même silencieux, le soutien qui a été apporté à la guerre du gouvernement exige un minimum de légitimation, qui s'exprime en effet dans des positions plus compréhensives sur « l'effort de paix [entendez : de guerre] du gouvernement ». Dans ces conditions, le plus remarquable est que la communauté internationale « officielle », et officiellement les « grandes démocraties » ne soient pas allées plus loin dans leur soutien, qu'elles ne disent toujours pas que l'Unita est l'unique responsable de la guerre, qu'elles ne reconnaissent pas l'Unita rénovée, qu'elle n'aient

26. Une aide dont les États-Unis sont – inhabituellement – le premier donateur à l'Angola, devant l'Union européenne, et qui représente au total, « bon an mal an », quelque 150 millions de dollars.

27. Voir UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, *Angola : Report on Rapid Assessment of Critical Needs – April 2000*. On peut avoir une idée des efforts linguistiques déployés par l'Onu pour éviter les affirmations directement fausses tout en dissimulant ou minimisant la réalité et en trouvant les éloges à faire au gouvernement dans l'appel consolidé pour 2001 publié le 9 novembre 2000.



pas déclaré Savimbi « criminel de guerre » : la communauté internationale peut difficilement faire sienne la thèse de la « guerre juste ». Mais elle maintient sa quasi-non-ingérence dans les affaires du « gouvernement légal », en dehors de quelques critiques pour certaines violations abusives des droits, de quelques gestes symboliques pour saluer la naissance du mouvement pour la paix. Même si elle est, au fil des dommages de guerre, un peu moins discrète à rappeler qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit, elle n'a rien fait de significatif pour permettre à ce mouvement civil de s'affirmer de façon autonome, ni envisagé, comme c'est pourtant à l'évidence nécessaire, d'autres types de solution politique et de négociations que celles entre parties armées jusqu'ici mises en œuvre.

Tout ce temps passé à « accompagner » le gouvernement légitime dans ses « efforts de paix » n'est évidemment pas un temps vide. Il est, jour après jour, plein de mort et de souffrance, mais il est aussi lourd de radicalisation : du côté de l'Unita bien sûr, dès lors que sont neutralisés ceux qui ne se reconnaissent ni dans la guerre et la direction despotique de Savimbi, ni dans une Unita rénovée sans crédibilité. Mais aussi du côté d'un pouvoir qui a pu bénéficier de cette nouvelle guerre et du consentement international pour se renforcer, resserrer les rangs contre ses critiques internes, accroître son pouvoir économique, renforcer sa domination sur l'État et la société, et assécher plus encore le champ politique. Toute la liberté laissée par la communauté internationale au gouvernement, les concessions faites pour ensuite le « convaincre » de négocier tout en lui donnant les moyens de ne pas le faire, la place qu'il a pu prendre dans la région ont sans nul doute affaibli la capacité militaire de l'Unita, mais certainement pas sa volonté guerrière, tandis que du côté du gouvernement la volonté d'« annihilation » se maintient, et que l'État de droit recouvre un pouvoir arbitraire à même de neutraliser les forces insatisfaites de sa dérive. La dynamique enclenchée par le soutien à un gouvernement légitime est (comme antérieurement celui à l'Unita) celle du renforcement de deux camps de guerre, avec, même en cas de victoire, un risque de remilitarisation à l'infini.

Alors que, pour le gouvernement, les « risques de la paix » ne sont pas mineurs étant donné le mécontentement social et les rivalités politiques contenus par la guerre, la « communauté internationale » pourrait accepter la « solution » du gouvernement : le maintien d'une « petite guerre sous contrôle, ne menaçant pas le pouvoir, et circonscrite dans certaines zones ». Elle laisse pour le moins le Président angolais maître du jeu : celui-ci a annoncé, il y a un an déjà, qu'il envisageait des élections pour 2001, et il vient de faire voter une amnistie par l'Assemblée nationale. La communauté internationale a chaude-

ment salué l'une et l'autre annonces comme des pas importants vers la paix. L'amnistie n'apporte pourtant, foncièrement, rien aux « efforts de paix » : elle est la énième décrétée par le gouvernement et, comme les précédentes, elle n'est pas un acte d'ouverture politique mais son substitut. Quant aux élections, elles sont tout à fait indispensables, huit ans après le premier scrutin, inachevé.

Mais l'annonce faite est un exemple du double jeu et du double langage pratiqués par le gouvernement pour engranger des bénéfices sans prendre de risques : elle est en effet une « preuve » à la fois que la guerre est presque finie et que le pouvoir est « démocratique », prêt à se soumettre au verdict des urnes. Certes, ce discours a été proféré début 2000, alors qu'à l'évidence aucune condition n'existait pour tenir des élections. Peu importe, l'intention compte, d'autant que l'approbation de la communauté internationale n'en est pas le seul profit : cette annonce vient en effet opportunément « faire passer » comme provisoire, et même comme positive, une nouvelle prolongation du mandat du Parlement (qui s'était déjà prorogé en 1996), en même temps qu'elle permet, « en vue des élections », une mobilisation intense du parti dans tout le pays. Toute bénéfique, elle est de surcroît sans engagement : si le gouvernement se sent apte à gagner des élections « à l'algérienne », sous guerre, il les tiendra ; s'il n'estime pas opportun de les organiser, il lui sera toujours loisible de déclarer que « les conditions n'existent pas » pour tenir le scrutin démocratique qu'il est soucieux d'assurer.

Près d'un an plus tard, le gouvernement vient d'ailleurs de faire savoir que les élections ne seront « évidemment » tenues que quand les conditions existeront²⁸, et des voix tout aussi autorisées les unes que les autres affirment d'une part qu'il y faut comme condition une paix effective, mais aussi de l'autre qu'elles constitueront « la solution la plus démocratique au conflit ». La communauté internationale n'a donc pas encore convaincu le gouvernement de la nécessité du dialogue pour mettre fin à la guerre. Dans ces conditions, pour les Angolais, « le ciel peut attendre » ■

Christine Messiant
CEA/EHESS

12 décembre 2000

28. Après la date de rédaction de cet article, l'éventualité d'élections a été officiellement repoussée au deuxième semestre 2002.